

Pour apporter des solutions au coût élevé des médicaments, et assurer une équité d'accès aux médicaments, Québec solidaire propose **une nouvelle politique pharmaceutique publique** dont les piliers seront :

- **Un régime d'assurance-médicaments public et universel : RAMPU**
- **Un pôle public d'achats, de production et de développement de médicaments : PHARMA-QUEBEC**

Au Québec, les médicaments sont plus chers que dans les autres provinces canadiennes et que dans presque tous les pays de l'OCDE. Les dépenses en médicaments représentent 20 % de nos dépenses en santé (16% au Canada), soit le 2<sup>e</sup> poste en importance dans nos dépenses de santé (après les hôpitaux). En 2012, dans l'ensemble du Canada la moyenne des dépenses en médicaments par personne a été évaluée à 813\$ par habitant ; elle s'élevait à 929\$ au Québec comparé à 635\$ en Colombie-Britannique, où les citoyens ont pourtant une espérance de vie plus longue de quelques mois. Selon l'Institut CD Howe, tous les pays développés ayant un système de soins de santé universels ont aussi une couverture complète des médicaments, **sauf le Canada**.

Les divers investissements en marketing et le puissant lobby de l'industrie pharmaceutique créent des conditions **plus favorables à l'industrie qu'à la population**. Le Québec est la seule province où tous et toutes doivent être couverts par une assurance-médicaments qu'elle soit publique ou privée. Or, cela n'a réglé ni les problèmes de coûts, ni ceux d'accès. Les régimes privés d'assurance-médicaments sont plus coûteux à gérer. Par ailleurs, ils couvrent les bons risques, la population active, alors que le régime public dessert les mauvais risques, soit les personnes inaptées à l'emploi, plus âgées, plus pauvres, donc plus sujettes à être malades. Cela est contraire au principe même de mutualisation des risques.

Une **nouvelle politique pharmaceutique est nécessaire**. C'est pourquoi, depuis sa fondation en 2006, QS propose de revoir de fond en comble l'ensemble de la politique existante. Pour assurer la sécurité et l'accessibilité aux médicaments de qualité tout en améliorant le contrôle des coûts pour la population et pour l'État, QS souhaite détacher la politique du médicament des intérêts du secteur industriel.

La nouvelle politique pharmaceutique publique reposera sur :

- (i) un processus d'**évaluation** rigoureux des nouveaux médicaments, entièrement public et indépendant, basé sur la meilleure information scientifique;
- (ii) une **formation** des praticiens (pharmaciens, médecins et infirmières) indépendante des firmes pharmaceutiques;
- (iii) **des campagnes** soutenues de prévention et de **sensibilisation du public** pour favoriser une utilisation plus rationnelle des médicaments.

Concrètement, QS propose : un régime d'assurance-médicaments public et universel « **RAMPU** » et un pôle public d'achat groupé de médicaments, de production de génériques et d'innovation pharmaceutique « **PHARMA-QUÉBEC** ».

## 1. RAMPU

Ce nouveau régime d'assurance-médicaments entièrement public couvrira toute la population dans un seul régime simplifié, permettant un meilleur partage du risque et réduisant les frais administratifs. Il sera plus équitable et modulé selon le revenu.

Des analyses pharmaco-économiques systématiques permettront de choisir les meilleurs médicaments au meilleur prix.

Le RAMPU permettrait une **économie annuelle de 943 M\$** sur le coût des médicaments.

## 2. PHARMA-QUEBEC

Avec la création de PHARMA-QUÉBEC, le Québec prendra lui-même des responsabilités centrales dans le domaine pharmaceutique, plutôt que de créer un climat d'investissement favorable pour attirer l'entreprise privée. PHARMA-QUEBEC sera doté d'un mandat triple : il sera à la fois un pôle d'achat, de production et de recherche.

**Pôle d'achat** : Ce volet contribuera à réduire les coûts en tablant sur l'établissement d'un rapport de force tant pour les négociations avec l'entreprise pharmaceutique que pour la révision des comparatifs de prix internationaux.

**Pôle de production** : PHARMA-QUEBEC permettra d'implanter et d'exploiter, sous contrôle public, des installations de production de médicaments génériques et de vaccins. Il sera ainsi possible de pallier les problèmes liés aux ruptures de stock et aux pénuries qui sont en croissance.

**Pôle d'innovation (recherche et développement)** : PHARMA-QUEBEC investira jusqu'à 5% de son budget dans la recherche et le développement de nouveaux produits pharmaceutiques. Ainsi, la société publique assurera à long terme, et dans l'unique intérêt du réseau public de santé, la vitalité et l'indépendance de la recherche pharmaceutique de pointe au Québec.

Outre les 943 M\$ économisés avec RAMPU, PHARMA-QUÉBEC, permettrait une économie additionnelle de 2,3 G\$ par année.

La nouvelle politique pharmaceutique proposée par Québec solidaire apportera des solutions au coût élevé des médicaments, et par conséquent de notre système de santé, tout en améliorant l'accès aux médicaments. Elle donnera au gouvernement québécois une place stratégique à l'intérieur du marché des médicaments, plutôt que de le confiner à un rôle captif qui le soumet aux aléas de l'industrie pharmaceutique. Également, elle redonnera au médicament sa juste place, soit celle de traitement plutôt que de bien de consommation.

**Au total une meilleure gestion des médicaments permettra à l'Etat et aux particuliers une économie annuelle de plus de 3G \$.**

*Un argumentaire plus élaboré est également disponible, contactez Gaëlle Fedida :*

*☎ 514.706.9939; gaellefedida@hotmail.com*